

J'aimerais voir les membres du parti conservateur se joindre à nous pour s'inquiéter de cette crise de l'endettement au lieu de choisir l'autre camp.

**M. Dick:** Vous êtes un imbécile, Mike. Vous ne savez pas de quoi vous parlez.

**M. Cassidy:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. J'estime que le ministre associé de la Défense nationale devrait retirer ce mot qui est, j'en suis certain, antiparlementaire.

**M. Dick:** Quelle que soit la vérité, je voudrais retirer ce mot, monsieur le Président.

**M. Ernie Epp (Thunder Bay—Nipigon):** Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir participer à ce très important débat sur le projet de loi C-126. Comme mes collègues l'ont déjà dit, ce débat nous permet de nous pencher sur les graves problèmes que les pays en voie de développement connaissent depuis quelques années. Ces problèmes sont apparus dans les années 1970 et, durant la décennie actuelle, ils ont atteint des dimensions tragiques dans de nombreux pays.

Les députés et les citoyens du Canada sont souvent insensibles à ces réalités. Il y a dans ma circonscription de Thunder Bay-Nipigon des petits villages, des réserves indiennes surtout, que le gouvernement canadien a beaucoup négligés, ce qui prouve que les Canadiens sont loin de relever les défis du développement. Nul doute qu'il existe des zones de pauvreté au Canada. La proposition que le gouvernement nous a soumise n'aidera pas beaucoup certains des pays du tiers monde à redresser la situation tragique dans laquelle ils sont plongés depuis quelques années. On pourrait même dire qu'elle ne les aidera pas du tout. Elle apportera peut-être un certain soulagement, mais elle ne fournit aucune solution.

Après tout, le projet de loi propose d'autoriser le Canada à contribuer à un mécanisme amélioré d'ajustement structurel qui sera géré dans le cadre de l'accord entre le Fonds monétaire international et la Banque mondiale qui remonte à la conférence de Bretton Woods, en 1944. Le regroupement de certaines ressources financières des pays industrialisés de l'Ouest en vue d'offrir du financement à très faible taux d'intérêt aux pays pauvres est un pas dans la bonne direction. Ces fonds sont si limités, même s'ils ajoutent 6 milliards de dollars aux droits de tirage spéciaux de 2,7 milliards de dollars qui ont été affectés à un mécanisme semblable en 1986—ce qui fait 10 milliards de plus—qu'ils ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan, quand on pense que la dette des pays en voie de développement dépasse un billion de dollars américains. Mon collègue, le député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy), a signalé que cette dette s'élevait à 1,25 billion de dollars.

Le caucus néo-démocrate s'inquiète profondément de la médiocrité de cet arrangement. Cependant, il s'inquiète peut-être encore plus profondément de l'échec du Groupe des 7, les grands pays industrialisés, y compris évidemment le Canada, représenté par le premier ministre (M. Mulroney), qui avaient accepté, au sommet économique de Venise tenu en juin 1987, de chercher une solution à ce problème.

La situation me préoccupe beaucoup à cause de ce qui est arrivé en Afrique subsaharienne et peut-être même d'un bout à l'autre du continent africain. Il y a évidemment parmi nous des

#### *Accords de Bretton Woods—Loi*

gens qui ont des intérêts différents. Mon collègue, le député de Spadina (M. Heap), s'intéresse particulièrement à l'Amérique centrale et à l'Amérique latine en général. En 1962, à l'époque où je faisais mes études de premier cycle, j'ai eu la chance de passer l'été en Afrique occidentale dans le cadre du programme Opérations carrefours Afrique. Le groupe dont je faisais partie, soit une douzaine de personnes, se composait surtout d'Américains. Il y avait aussi un étudiant mexicain, et j'étais le seul Canadien.

Nous avons passé un mois dans un camp de travail dans le nord du Ghana. Nous avons également visité d'autres parties du Ghana et avons passé quelques jours au Nigeria. Je n'oublierai jamais ce voyage, qui a été l'une des expériences les plus enrichissantes que j'ai vécues, car il m'a permis de mieux comprendre la vie et l'histoire de divers peuples. C'était très excitant d'être en Afrique occidentale à l'époque du mouvement d'accession à l'indépendance. Le drapeau ghanéen flottait fièrement au mât d'une tour, à Accra, et le président Kwame Nkrumah prévoyait que tous les pays d'Afrique noire, les uns après les autres, accéderaient à l'indépendance. On entretenait d'énormes espoirs au sujet des réalisations que l'indépendance mettrait à la portée des peuples africains. Même alors, on reconnaissait les liens économiques qui subsistaient pour ces pays africains. La crainte du néo-colonialisme n'était pas absente à cette époque. Cependant, il y a 25 ans, les perspectives de développement de l'Afrique suscitaient l'enthousiasme.

Dans les assemblées publiques, nous nous mettions en cercle en nous tenant les mains pour chanter le *No Man is an Island* de John Donne. Dans l'esprit d'unité qui caractérisait ce qu'un Canadien devait plus tard appeler le village global, nous avions quelque part le sentiment de partager avec les Africains leurs expériences et leurs espoirs. Comme nous le rappelle John Donne, c'est pour nous que sonne le glas: «—and therefore never send to know for whom the bell tolls; it tolls for thee». J'ai demandé au cours du débat cet après-midi sur cette proposition dans quelle mesure nous nous sentions interpellés par la pauvreté, l'angoisse, la maladie, la dégradation, la mort de ces milliers, de ces centaines de milliers, de ces millions de personnes finalement, de divers pays du monde, j'ai demandé si nous nous rendions compte que c'était là le son du glas et que les conséquences seraient terribles pour nous de ne pas l'entendre.

● (1350)

Ces pays qui envisageaient des perspectives de développement radieuses sont finalement devenus les esclaves de leur dette. Le député de Spadina, utilisant une image qui évoque l'Amérique centrale, a parlé de péons asservis par leur dette. Nous voyons des pays entiers réduits à l'esclavage par les exigences des pays occidentaux, des banques commerciales et de cette structure financière créée à la fin de la Seconde Guerre mondiale pour apporter au monde la prospérité. La misère et l'esclavage de l'endettement qui opprime et paralyse une si grande partie de l'humanité en disent long sur la faillite des arrangements pris au milieu des années 40.